

Communiqué de presse

Basse-Terre, le 25 janvier 2017

En 2013 et 2014, les Guadeloupéens ont eu un fort sentiment d'insécurité, lié aux nombreux cambriolages et vols avec violence

Collection Insee Analyses Guadeloupe

En 2013 et 2014, 9 % des ménages guadeloupéens ont subi au moins un cambriolage, une tentative de cambriolage ou un vol sans effraction (délinquance d'appropriation). Cette proportion est plus élevée qu'en France hexagonale (5 %) et qu'en Martinique (7 %).

Comme dans ces territoires de comparaison, les bijoux, le matériel hifi-photo-vidéo, le matériel informatique et l'argent (liquide, chèques, cartes bancaires) sont les objets les plus dérobés dans les résidences en Guadeloupe. Par ailleurs, 5 % des ménages possédant une voiture ont été victimes d'un vol à l'intérieur ou sur le véhicule. Les objets les plus fréquemment volés sont les moyens de paiement ou argent liquide, les accessoires automobiles audio-vidéo et les pièces automobiles extérieures (rétroviseur, logo de marque, enjoliveur, plaque minéralogique, antenne).

Les insultes, les menaces et les violences physiques hors ménage sont autant dirigées vers les hommes que vers les femmes en Guadeloupe. En revanche, les plus jeunes sont plus souvent touchés : 15 % des 14-39 ans ont reçu des insultes, 7 % des menaces et 4 % des violences physiques.

Au sein du ménage, environ 2 % des personnes âgées de 18 à 75 ans ont subi des violences physiques ou sexuelles, soit une proportion proche de celle observée en Martinique et en France hexagonale. Ce taux de victimation atteint 4 % chez les femmes et diminue avec l'âge. Seule une victime sur quatre porte formellement plainte. La peur face à la violence de son conjoint, la pression familiale, la méconnaissance de ses droits peuvent expliquer la faiblesse des plaintes.

Le sentiment d'insécurité dans le logement ou dans le quartier est ressenti par 23 % des Guadeloupéens (15 % en Martinique et 10 % dans l'Hexagone). Ce sentiment est plus présent chez les femmes et les personnes âgées ainsi que chez les victimes et les personnes estimant que leur quartier est concerné par la délinquance, la consommation régulière d'alcool ou de drogue et est mal entretenu.

Embargo : Ne pas diffuser avant le 25 janvier 2017

Contact Presse :

Gérald Servans : 05 90.99.36.79, gerald.servans@insee.fr

ou SR971-Correspondant-INSEE-Contact@insee.fr

La publication sera disponible sur insee.fr